

chantier naval s'installait dans la région de Collingwood. A peu près à la même époque, M. Jozo Weider, de la région de ski Blue Mountain, commandait des remonte-pentes. Lorsqu'on parle de ce genre de matériel, on parle aussi d'un investissement d'environ \$200,000. La seule source d'approvisionnement pour ce matériel jusqu'à présent, c'est la France. Les remonte-pentes sont construits dans ce pays, puis importés au Canada. Jozo et moi-même sommes allés au chantier naval et nous avons dit aux dirigeants: «Vous avez l'acier, les tuyaux, les postes de soudure, pourquoi ne construiriez-vous pas des remonte-pentes?» Jozo leur a dit qu'il serait leur premier client. La réponse fut: «Grands Dieux, non! Nous sommes des constructeurs de bateaux, vous savez, nous ne touchons pas aux remonte-pentes». C'est là un parfait exemple du manque d'imagination qui est chose commune dans plusieurs de nos industries.

Ce qu'il nous faut c'est l'aide du gouvernement en faveur d'un groupe qui osera suivre les conseils judicieux des spécialistes de la recherche sur les marchés. Aujourd'hui, Collingwood serait devenu l'un des centres les plus actifs du Canada; on y fabriquerait des remonte-pentes non seulement pour le Canada mais pour les États-Unis aussi. Au lieu de cela, encore aujourd'hui nous continuons d'importer des remonte-pentes de France. Voilà le genre de développement qu'il faut mais ce ne sont ni toutes nos commissions ni tous nos offices qui permettront de le réaliser, ni les efforts du ministère qui veut bien actuellement s'occuper du problème. Il faudrait confier une telle tâche à des personnes qui connaissent leur affaire et qui sont au courant des résultats de la recherche sur les marchés et sur la production.

J'aurais un autre petit conseil à donner au ministre. A l'heure actuelle, le pays, la collectivité, la population toute entière est au bord de l'abîme. On ne sait plus que faire. Si nous disons aux gens de s'attendre au pire, nous aurons le pire. Le ministre et le gouvernement ont tort de prétendre que nous sommes complètement éclipsés par l'économie américaine. Nous pouvons survivre indépendamment d'elle. En réalité nous pouvons faire mieux que les États-Unis dans tous les domaines, mais il faut d'abord que le ministre et le gouvernement fassent d'abord une déclaration et posent un geste de confiance.

Psychologiquement, les entrepreneurs et les hommes d'affaires attendent un réconfort que ne leur donnent ni M. Young ni le gouvernement. Les conseillers du gouvernement ne les rassurent certainement pas. Je voudrais dire quelques mots de ces conseillers. A plus ou moins longue échéance, le gouvernement devra reconnaître que ses conseillers actuels sont des économistes de la vieille école. Ils ont quitté l'université il y a environ 30 ans et ils se retrouvent dans un monde statique. Ils se parlent entre eux, mais à personne d'autre. Ils préconisent des politiques fermes qui sont anciennes, caduques et totalement stériles. Ils croient à des politiques de restriction économique, de limitation de l'expansion des capitaux; ils croient aux politiques d'austérité plutôt qu'aux politiques d'expansion.

• (12.10 p.m.)

C'est au ministre qu'il incombe maintenant de mettre au point de nouvelles méthodes et de chercher de nouveaux conseillers. Nous en avons à la Chambre. Nous avons le député d'Edmonton-Strathcona (M. Harries) homme d'expérience en matière d'industrie et d'économie,

et qui n'est pas prisonnier des anciennes théories qui ont cours à Ottawa même. Nous avons le député de Provencher (M. Smerchanski), dont les opinions sont parfois un peu hardies, mais qui a fait quand même personnellement la preuve de ses théories. Il a fait de sa vie une belle réussite et il est en contact quotidien avec le monde des affaires, comme le sont le député d'Edmonton-Strathcona et le ministre de Winnipeg-Sud. Bon nombre de nos députés pourraient conseiller confidentiellement le ministre. Il doit s'arranger pour obtenir des conseils de personnes en dehors de son ministère qui défendront sérieusement les vues du gouvernement et ne permettront à nul autre de lui embrouiller l'esprit. Ce serait une tragédie bureaucratique. Nous devons reconnaître les nouveaux économistes comme M<sup>lle</sup> Cohen et M. Weldon de Montréal, des gens qui ont des idées nouvelles et pas les anciennes de M. Bryce. M. Bryce, ayant perdu son poste de sous-ministre, ne sera pas conseiller financier du cabinet.

Le ministre devrait aborder la question d'une façon inédite afin de profiter des opinions des gens engagés activement dans l'industrie et les affaires. Je vois que mon temps de parole est presque écoulé. J'aimerais rappeler au gouvernement qu'il n'y a pas lieu d'être pessimiste, mais si nous prêchons la confiance, il nous faut prendre des mesures radicales; il faut instituer des réformes à pas de géants et non à petits pas. Le premier ministre ne devrait pas oublier qu'il n'a pas été élu pour être prudent. Dans le passé nous avons eu des premiers ministres prudents, mais lui, il a été élu pour être hardi et il importe que son gouvernement et ses ministres soient audacieux.

**L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings):** Monsieur l'Orateur, comme les députés ne le savent que trop, au cours des quinze derniers jours, le pays a été profondément bouleversé par le rapt tragique de M. Cross et de M. Laporte et plus récemment, par l'assassinat sans pitié et délibéré de M. Laporte. Comme nous le savons, vendredi à 4 heures du matin, le gouvernement a promulgué la loi sur les mesures de guerre afin de doter les forces de la justice des pouvoirs nécessaires, dans l'espoir de pouvoir sauver les deux otages et d'écraser les forces du mal pour en débarrasser le pays. Monsieur l'Orateur, certains disent que le gouvernement n'aurait pas dû prendre des mesures si radicales parce qu'elles auraient pour conséquence de réduire nos libertés démocratiques. L'une des plus importantes libertés démocratiques, à mon sens, c'est d'être libéré de la crainte; c'est le droit qu'a un homme et les siens de marcher dans la rue et de vivre dans leur maison sans redouter d'être brusquement enlevé par des terroristes et d'être détenu contre une rançon et, si celle-ci n'est pas versée immédiatement, d'être brutalement assassiné.

Si le gouvernement avait présenté un projet de loi demandant uniquement les pouvoirs restreints nécessaires pour parer à cette situation très grave et tragique avant que les forces policières n'arrêtent les personnes soupçonnées d'implication dans cette suite d'événements, ces criminels en auraient été informés bien avant que la police puisse agir et se seraient, bien entendu, mis à l'abri. Nous de l'opposition officielle estimons donc parfaitement justifié le recours soudain à la loi sur les mesures de guerre aux premières heures vendredi matin pour donner à l'action de la police l'effet de surprise si nécessaire à